

Le peuple inculte et irrationnel

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

1 février 2019

Une partie de la population française est en total désaccord avec la politique menée par Emmanuel Macron et son gouvernement. Elle ne partage pas non plus la vision de la société qu'appelle de ses vœux le président de la République. Les Gilets-jaunes sont en première ligne. Ils sont en quête d'un mieux vivre et de justice sociale. Ils n'ont pas d'autres prétentions. Et voilà qu'en creux, en guise de réponse on leur oppose leur inaptitude à comprendre ce dont ils parlent, leur ignorance crasse des sujets sur lesquels ils osent exiger les mesures qui leur conviendraient. Ce discours n'est pas tenu forcément par le parti d'Emmanuel Macron. Certains membres de "Les républicains en marche" sont même soucieux d'apporter une écoute bienveillante à des idées qui ne sont les leurs. En revanche, la petite musique du *"vous n'y connaissez rien"* se fait de plus en plus lancinante dans la presse nationale. Samuel Gontier dans *Télérama* résume ainsi un épisode de l'émission "C dans l'air" de France TV, animé par la fine fleur des éditorialistes parisiens : *"Incultes et irrationnels, les Gilets-jaunes sont trop bêtes pour apprécier le moratoire du gouvernement"*.

Les journalistes de l'émission prédisaient un retournement de l'opinion qui consacrerait la fin du mouvement. Ils se sont plantés. Selon la majorité des commentateurs deux sujets en particulier sont réputés inaccessibles aux Gilets-jaunes et à leurs soutiens : la fiscalité et les institutions. La fiscalité, non point parce que la matière est complexifiée au possible, mais parce que les petits cerveaux ne peuvent rien y comprendre. Du coup, comment peuvent-ils juger du bien-fondé de la suppression de l'Impôt sur la fortune (ISF) ? Le référendum d'initiative citoyenne (Ric) est lui aussi affaire de spécialistes. Les simples citoyens n'y comprennent rien. Trop compliqué. Ces deux exemples soulignent le paradoxe de nos démocraties. On gouverne au nom du peuple. Mais il ne peut accéder à la cuisine législative. Démocratie représentative, dit-on. Parfait. Qui représente qui, lorsqu'à l'Assemblée nationale, siègent si peu de salariés proches du

Smic ? Ces derniers constituent pourtant la grande majorité de la population. Il faudra un jour se pencher sur cette anomalie.